



## DECLARATION INTERSYNDICALE DU CSA ADMINISTRATION CENTRALE

Paris, le 20 mars 2023

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Le 16 mars dernier, le Gouvernement, en échec devant l'Assemblée nationale, a décidé de passer en force, en déclenchant l'article 49-3, pour faire passer son projet de loi sur la réforme des retraites pourtant rejeté par l'opinion publique et combattue par le plus fort mouvement social de ces 50 dernières années.

Depuis le 19 février, ce sont des millions de travailleurs.es, jeunes, retraités.es qui ont exprimé, avec force et dignité, leur refus d'un recul de l'âge légal à 64 ans et d'un allongement des trimestres de cotisation.

Le mouvement social, porté par l'ensemble des syndicats, a fait la démonstration, par les grèves, dans tous les secteurs professionnels, et les manifestations, dans les grandes, comme dans les petites villes du pays, que cette réforme des retraites était brutale et injuste.

Il s'agit en effet d'une réforme purement budgétaire où seuls les salariés sont mis à contribution, les plus gros efforts pesant sur les épaules de celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, qui exercent des métiers pénibles, les mêmes que l'on applaudissait pendant la crise COVID.

L'intersyndicale mesure avec gravité la responsabilité que porte l'exécutif dans la crise sociale et politique qui découle de cette décision, véritable déni de démocratie.

Fort du soutien de la grande majorité de la population, mobilisée depuis des semaines, elle continue d'exiger le retrait de cette réforme, en toute indépendance, par des actions calmes et déterminées.

L'intersyndicale a décidé de poursuivre la mobilisation et a appelé à une nouvelle grande journée de grèves et de manifestations, le jeudi 23 mars.

C'est dans ce contexte, et pour l'ensemble de ces raisons, que nos organisations syndicales ont décidé de ne pas participer à ce premier CSA local.

**Les élu-es au CSA d'Administration centrale**